



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT 2020/2021

(Volet Entrepreneuriat de la Stratégie nationale en petite enfance – RDÉE Canada)

www.rdee.ca

Le RDÉE Canada favorise depuis 20 ans le développement économique des communautés francophones et acadienne en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national basé sur la collaboration et les partenariats. RDÉE Canada est présent dans toutes les provinces et tous les territoires par le biais des organismes provinciaux ou territoriaux. Ensemble, ils forment le Réseau national et soutiennent deux axes essentiels de l'économie canadienne : le développement des affaires et l'employabilité.

En mai 2019, le RDÉE Canada a déposé un Plan Global entrepreneurial en Petite Enfance à Emploi et Développement social Canada (EDSC). Il est le fruit de la collecte de données par les partenaires de la Stratégie nationale dans chaque province et territoire. Le Comité de gestion nationale, composé de RDÉE Canada, L'Association des collèges et universités francophones du Canada (ACUFC); La société santé en Français (SSF); La Commission nationale des parents francophones (CNPF) et la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), administre les fonds destinés aux communautés francophones en situation minoritaire (CFSM), par l'entremise de l'approche intermédiaire, pour assurer le développement des services en petite enfance.

OBJET

Le présent appel à manifestations d'intérêt (AMI) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de son plan entrepreneurial national pour le développement des services à la petite enfance dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Pour cela, le RDÉE Canada lance un troisième appel à manifestation d'intérêt pour susciter, identifier et sélectionner les acteurs dont les projets ont pour objectif le développement et le renforcement de l'entrepreneuriat en petite enfance pour la création de nouvelles places de garderie en français ou l'augmentation de services de garde existants ainsi que la création de nouveaux emplois dans ce secteur. Un appel d'offres national suivra pour la désignation d'un ou plusieurs fournisseurs de services de garde dans les provinces et territoires.

Cette initiative très large s'adresse à tout type d'acteurs francophones, à savoir des individuels, groupes, structures privées, associations, centres communautaires, coopératives etc...

Le présent appel vise à identifier les projets à maturité (c'est-à-dire prêts à être mis en œuvre) pour répondre aux objectifs énoncés ci-dessus. Les projets (ou une des phases de ceux-ci) devront se réaliser pour le 31 mars 2021. Ces propositions pourront prendre différentes formes : mise en place de nouvelles structures, expansion de services dans les structures existantes, projets d'innovations etc., et ce, en fonction des activités admissibles énumérées ci-dessous. De plus, des données/cibles chiffrés en termes de nombre de nouvelles places dans les garderies francophones créées devront être présentées dans les propositions.



Le RDÉE Canada invite donc les organismes et acteurs intéressés à lui faire parvenir d'ici le 16 octobre 2020 à 17 h 00 (HNE) un courriel expliquant de façon succincte l'initiative (200 mots maximum) et fournir les noms et coordonnées des partenaires potentiels, le nombre de places en garderies francophones pouvant être créées, ainsi que les villes cibles. La volonté est de valoriser les projets collaboratifs incluant les acteurs majeurs sur le terrain. Toute demande reçue après cette date limite sera écartée.

Cet appel pourra ainsi aider à mieux cerner les attentes du marché et à mieux les intégrer pour les prendre en compte dans une consultation future que le RDÉE et ses partenaires pourraient décider d'envisager. Les propositions seront traitées de façon confidentielle.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Vous pouvez poser vos questions relatives au présent appel en écrivant à petite.enfance@rdee.ca.

CLÔTURE DE L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Les propositions doivent être envoyées par courriel, impérativement avant la clôture de l'avis, la date et l'heure de réception faisant foi : le 16 octobre 2020 à 17 heures (HNE) à l'adresse petite.enfance@rdee.ca.

Veuillez-vous référer à la liste non exhaustive des activités admissibles et non admissibles dans le cadre du financement d'EDSC pour répondre à cet appel à expression d'intérêt.

Liste des activités admissibles et non admissibles

Activités admissibles

Voici une liste non exhaustive des activités qui sont admissibles dans le cadre du domaine de la petite enfance :

- Création, la consolidation, la préservation et la mobilisation de partenaires et d'intervenants
- Développement et le maintien de réseaux et la facilitation des occasions de réseautage et de partage d'information
- Conduite des processus pour mobiliser les partenaires communautaires afin de planifier, de prioriser, de mettre en place et de maintenir les activités de développement économique et communautaire et de développement des ressources humaines
- Appui aux activités des intervenants dans les communautés (p. ex. création de partenariats pour les CLOSM)
- Soutien au développement de propositions de projets, de plans d'affaires, d'études de faisabilité, etc.
- Création d'outils d'apprentissage pour les personnes et les entreprises
- Qui sont porteuses, innovantes et structurantes pour le développement de nouvelles places en service de garde en français au pays
- Qui regroupent l'appui et la collaboration de plusieurs partenaires et qui ont fait l'objet d'un certain consensus à l'intérieur des communautés francophones



- Qui démontrent clairement le nombre de nouvelles places créées dans le cadre de l'initiative proposée

Activités non admissibles

Voici une liste non exhaustive des activités qui ne sont pas admissibles dans le cadre du domaine de la petite enfance :

- Publicité
- Activités de financement
- Opérations normales de l'organisation (tels que les frais de participation à des conférences, les frais de conférences, les logiciels de base, la location ou l'achat d'équipement et mobilier)
- Négociations auprès du gouvernement provincial ou territorial visant à augmenter le nombre de places subventionnées ou le montant de leur subvention
- Levées de fonds pour les garderies ou services de garde
- Événements liés à la promotion des services de garde francophones
- Réparations ou rénovations de locaux destinés à la petite enfance
- Services de recherches de locaux destinés à la petite enfance
- Fonds de démarrage